

OVS AU BORD DE LA FAILLITE, UNIA DEMANDE DES COMPTES

Unia demande à la chaîne OVS d'assumer ses responsabilités sociales. Un millier de personnes sont touchées

Jérôme Béguin

Les magasins OVS sont au bord de la faillite. La chaîne de prêt-à-porter italienne, qui exploite 140 boutiques reprises fin 2016 à Vögele via sa filiale Sempione Fashion, a obtenu un sursis concordataire, le temps de liquider des stocks. Un millier de collaborateurs se retrouvent sur le carreau. Unia a appris avec «regret et colère» le retrait d'OVS. Depuis plusieurs mois maintenant, le syndicat tentait d'ouvrir un dialogue avec la direction d'OVS/Sempione Fashion. Plus de 150 employés de la chaîne avaient mandaté Unia pour défendre leurs intérêts. Le personnel se plaignait d'une dégradation des conditions de travail et d'embauche, en particulier de surmenage et de stress en raison d'un manque d'ef-

fectif. Tandis qu'une partie des collaborateurs se retrouvaient contraints de faire des heures supplémentaires non déclarées sous la pression du management, des salariés payés à l'heure voyaient de leur côté leur temps de travail drastiquement baisser durant les derniers mois, les plongeant dans la précarité. Du coup, «beaucoup de gens démissionnent ou tombent malades», nous expliquait Arnaud Bouverat, membre de la direction du secteur tertiaire d'Unia. Il y a trois semaines encore, le syndicat adressait à la direction OVS une pétition du personnel, munie de 176 signatures, qui demandait notamment l'ouverture de négociations. Unia et les travailleurs voulaient obtenir des informations précises sur la stratégie d'OVS. La fermeture de succursales les uns après les autres ali-

mentait l'inquiétude des employés et donnait l'impression, selon le responsable syndical, «qu'OVS mène une restructuration en catimini» et donc, faute de plan social, à moindre coût. «Ils n'avaient pas les ressources pour assumer tous les postes, une restructuration apparaissait inévitable et on poussait à éviter les dégâts. L'annonce d'un sursis concordataire a été une surprise, il y a tout de même un groupe international derrière. L'entreprise a caché sa situation réelle à ses salariés, ne leur permettant pas de prendre les dispositions nécessaires.» D'autres agissements de l'entreprise interpellent. Unia cite l'absence d'état des stocks et de suivi du personnel, le renvoi subit et massif de marchandises en Italie, ainsi que la vente très rapide des biens immobiliers hérités du groupe Vögele. Le



OVS solde l'ensemble de ses employés... Un millier de personnes sont concernées en Suisse. Unia exige des mesures d'accompagnement et des indemnités financières.

syndicat regrette que la société se soit obstinée à faire table rase des outils qui fonctionnaient chez Vögele et n'ait jamais tendu l'oreille aux problèmes soulevés par le personnel.

VENDEUSES SOUS LE CHOC

«Pour les vendeuses, c'est un choc, même si certaines s'y attendaient», explique Martine Vodoz, secrétaire syndicale d'Unia en contact avec le personnel vaudois. «Une bonne partie n'a plus 20 ans, certaines employées ont trente ans de boîte, elles savent qu'elles ne retrouveront pas facilement du boulot. Nous organisons d'ailleurs une assemblée ce mercredi 6 juin* à Lausanne pour répondre aux questions du personnel, telles que l'inscription à l'Office régional de placement, les cas de maladie ou encore l'avenir

des apprentis.» Outre ce soutien aux membres, le syndicat examine toutes les voies utiles pour préserver les intérêts du personnel. «Au vu de l'engagement conséquent des salariés pour implanter la marque en Suisse et à la lourde responsabilité du management d'OVS dans cette débâcle, Unia appelle l'entreprise à respecter ses responsabilités sociales, souligne Arnaud Bouverat. Des mesures d'accompagnement tels qu'un job center et des indemnités financières doivent être négociées. On sait que la maison-mère italienne a les reins assez solides pour assumer.» ■

*Unia Vaud, assemblée du personnel d'OVS, mercredi 6 juin à 20h, au secrétariat d'Unia, place de la Riponne 4 à Lausanne.

Unia remet le couvert au Soliat

Le syndicat a mené une nouvelle opération coup de poing au Creux-du-Van



Après un petit accrochage avec un des employés du restaurant, le dialogue a été possible avec le patron du Soliat. Les syndicalistes ont pu obtenir un engagement à ce qu'il participe prochainement à une rencontre. Sept anciens travailleurs réclament des arriérés de salaires.



Jérôme Béguin

L'action n'aura duré que quelques minutes, mais elle s'est conclue sur un succès. Après deux ans de conflit, un dialogue a enfin pu être entamé entre Unia Neuchâtel et le patron de la ferme-auberge du Soliat. L'été passé, le syndicat s'était déjà invité devant cet établissement touristique du Creux-du-Van, dénonçant des

jours de travail de 16 heures, sans pauses ni respect des jours de repos, une fausse comptabilité des heures de travail, des ouvriers agricoles employés au service en salle, des licenciements ne respectant pas les délais de congé... Tout cela dans une ambiance délétère entretenue par un gérant réputé autoritaire, qui recrute son personnel pour l'essentiel à l'étranger. Unia, qui défend sept anciens travail-

leurs, avait porté l'affaire devant le Tribunal des prud'hommes, réclamant en tout quelque 65 000 francs d'arriérés de salaires à l'employeur. Mais l'avocat conseil de ce dernier n'aurait eu de cesse de faire traîner la procédure en longueur, selon le syndicat. D'où la nouvelle opération coup de poing de vendredi dernier consistant à informer les clients des conditions de travail et d'embauche peu reluisantes de

la buvette d'alpage. «Peu après notre arrivée, le patron est venu vers nous, explique Isabel Amian, secrétaire syndicale, responsable de l'hôtellerie-restauration d'Unia Neuchâtel. Il s'est engagé à participer à une rencontre d'ici à mi-juin afin de trouver une solution. Il y a de bonnes chances que nous parvenions enfin à un accord.» ■

La transition est en marche

Le documentaire *Demain Genève* présente des alternatives à la société néolibérale. Inspirant

Aline Andrey

Demain Genève est le petit frère de *Demain*, magnifique documentaire des Français Cyril Dion et Mélanie Laurent sorti fin 2015. Si le tournage de ce dernier a nécessité paradoxalement un bon nombre d'heures d'avion entre dix pays, le deuxième se situe exclusivement à Genève et dans ses environs. Reste que *Demain Genève*, coréalisé par Elisabete Fer-



nandes et Gregory Chollet, reprend les mêmes grands axes: agriculture, énergie, économie, démocratie, éducation. Et le même positionnement: l'espoir malgré la catastrophe écologique qui s'annonce. Mais tout n'est pas perdu, clame l'équipe de *Demain Genève*. Preuve en sont les exemples pionniers pour un autre monde qui existent dans la région. Entre autres, L'Affaire TourneRêve et les Jardins de Cocagne militent depuis longtemps pour une prise de conscience globale sur la manière de se nourrir, prônant une agriculture contractuelle et de proximité. En plein cœur de la cité, l'association Bees4you pose des ruches, et la Ferme de Budé produit fruits et légumes biologiques. Le thème de l'énergie met en exergue le travail de l'entreprise Yellowprint qui, depuis dix ans, gère des projets photovoltaïques sur les toits des Ge-

nevois dont chacun peut acquérir en copropriété des mètres carrés de panneaux. Dans le domaine de l'économie, notons le recyclage de bâches publicitaires par l'association Creature; la collecte de matériaux réutilisables par l'association Matériau; ou encore Terrabloc qui revalorise les déblais pour en faire des blocs de construction en terre crue. Le Léman, la coopérative d'habitants Equilibre ou l'écoquartier des Vergers, tout comme l'association Happy City Lab repense l'urbanisme et le vivre ensemble. La notion d'holocratie où chacun décide en fonction de son expertise, entre autonomie et soutien, est notamment expérimentée dans la fondation Trajets. Partout, une formidable envie de créer, de recycler, de réduire la consommation d'énergie, de privilégier le local, l'artisanal, les liens sociaux. Beaucoup de sourires et de rires pour un film qui se veut résolument optimiste. Mais comme le relève la voix off de *Demain Genève*: «Est-ce que tout le monde est prêt à fonctionner différemment?» Cette question fait office de transition à la thématique de l'éducation où l'école en forêt La Bicyclette et le projet pédagogique La Ferme à roulettes notamment mettent en avant la coopération et le lien à la nature. Des alternatives magnifiques, mais qui restent malheureusement marginales. Rien de comparable donc avec le volet éducatif de *Demain* où une école publique finlandaise a fait rêver bon nombre de parent... ■

À VOIR DANS LA RÉGION

Si le film est projeté au cinéma Les Scala à Genève depuis avril, il sera aussi diffusé le 10 juin dans le parc Navazza-Oltramaré à Lancy, et lors du festival «Ciné Signal» le 8 juillet à Bernex. Il tourne également à la demande des associations, ONG, entreprises, comme ce fut le cas le 28 avril dernier à Lausanne où une projection a été organisée par Pain pour le prochain et Impact Hub Lausanne, suivie d'une petite discussion. Michel Maxime Egger de Pain pour le prochain a fait l'éloge du film pour avoir abordé la notion d'intelligence collective et relevé l'importance de la transition intérieure: «Être mieux outillé intérieurement pour être acteur de la transformation extérieure». La coréalisatrice Elisabete Fernandes et la journaliste Gwendolyn Cano, deux des membres de l'équipe ayant réalisé le film, soulignent la passion et la motivation des acteurs rencontrés. Elles rappellent que *Demain Genève* est aussi une association et que le projet d'une plateforme réunissant tous les acteurs de la transition écologique de la région est en chemin. ■

Informations: www.demain-geneve.org